

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société NOVASCO
de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010
pour son établissement de LEFFRINCKOUCKE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010 autorisant la société ASCOMETAL LES DUNES à exploiter une usine de fabrication d'aciers spéciaux de construction mécanique sur le site de l'usine des Dunes à LEFFRINCKOUCKE et notamment l'article 4.3.8 relatif aux valeurs limites caractérisant les effluents avant rejet au milieu naturel ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 autorisant la reprise par la société NOVASCO des activités précédemment exercées par la société ASCOMETAL LES DUNES pour l'exploitation d'une usine de fabrication d'acier spéciaux de construction mécanique sur les communes de LEFFRINCKOUCKE, GHYVELDE et UXEM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2025 mettant en demeure la société NOVASCO de respecter les dispositions des articles 4.3.8, 4.2.3 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010 pour les installations qu'elle exploite sur la commune de LEFFRINCKOUCKE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu les résultats de l'autosurveillance transmis par l'exploitant à l'inspection via l'application GIDAF présentant des résultats non-conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) définis par l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu le rapport du 5 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 5 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 5 novembre 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. la société NOVASCO, exploitant une unité de transformation d'aciers spéciaux de construction mécanique sur le site des Dunes à LEFFRINCKOUCKE, a repris les activités anciennement exercées par la société ASCOMETAL. Ces activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010, complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires ;
2. lors de l'inspection des installations classées réalisée le 29 juillet 2025, il a été constaté qu'en complément des non-conformités ayant déjà fait l'objet d'une mise en demeure du 5 août 2025, un dépassement significatif de la valeur limite d'émission en hydrocarbures a été relevé sur le rejet R14, avec une concentration mesurée à 18,7 mg/L le 23 avril 2025, pour une valeur limite réglementaire fixée à 4 mg/L par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010 ;
3. ce dépassement, non justifié à ce jour par l'exploitant, constitue un manquement aux prescriptions applicables en matière de maîtrise des rejets aqueux et est susceptible d'engendrer une pollution du canal de Furnes, récepteur des effluents ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NOVASCO de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société NOVASCO, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège est situé à LEFFRINCKOUCKE, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite, de respecter **sous 3 mois**, les prescriptions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010 portant sur les valeurs limites d'émissions des hydrocarbures dans les effluents avant rejet au milieu naturel.

Article 2 – Respect de la mise en demeure

La mise en demeure définie à l'article 1 est considérée comme respectée si :

- pour 12 analyses réalisées consécutivement dans le cadre de l'autosurveillance, selon la fréquence définie à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010, les résultats de l'autosurveillance respectent, pour chaque résultat hebdomadaire la valeur limite des hydrocarbures dans les rejets des effluents au milieu naturel conformément à la prescription de l'article 4.3.8. de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010.

L'exploitant transmettra à l'inspection, dans le même délai, les résultats des analyses correspondantes ainsi qu'un rapport synthétique présentant les actions correctives engagées.

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LEFFRINCKOUCKE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LEFFRINCKOUCKE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **18 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO